LA LOI SUR LA RADIODIFFUSION

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, j'ai demandé hier pourquoi ce n'était pas une noble cause de vouloir renforcer l'unité nationale dans notre pays bilingue, multiculturel et multiracial, véritable mosaïque. J'ai demandé en particulier pourquoi l'unité nationale doit maintenant être exclue de la nouvelle Loi sur la radiodiffusion.

En réponse, le gouvernement a déclaré que les radiodiffuseurs n'ont le mandat de favoriser l'unité nationale que dans des régimes totalitaires comme celui de l'Afrique du Sud et que cela n'est pas de mise dans des démocraties comme le Canada.

Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Étant donné que l'unité nationale a fait partie depuis 1968 du mandat de Radio-Canada, le gouvernement estime-t-il que nous n'avons pas eu de régime démocratique depuis 22 ans, et en particulier pendant les six dernières années de gouvernement conservateur? Est-ce que c'est ce que le gouvernement veut dire en supprimant la disposition concernant l'unité nationale?

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, j'ai rappelé hier à la députée qu'elle avait voté en faveur de ce changement. Celui-ci a été apporté dans le projet de loi initial, C-186, dont la Chambre a été saisie en 1988. Je n'ai pas eu l'occasion de vérifier le compte rendu du vote, mais je crois que la députée a appuyé le changement à ce moment-là.

La présence d'une telle disposition dans le projet de loi avait soulevé beaucoup de critiques. Parmi ceux qui l'avaient critiquée, on comptait de nombreux défenseurs des libertés civiles d'un bout à l'autre du pays qui considéraient cette disposition comme caractéristique d'un régime qui tient les médias en tutelle. Nous entretenons des relations sans lien de dépendance avec la société de radiodiffusion qui est propriété de l'État et nous entendons les conserver comme telles.

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, on n'a jamais entravé la liberté d'expression. Elle est garantie par la Charte des droits de ce pays. J'ai demandé que ça change. Il y a eu du changement au Canada. Quand l'état d'esprit change dans le pays, je pense que le gouvernement doit réagir à ce changement.

Le gouvernement dira-t-il aux Canadiens pourquoi, dans son nouveau projet de loi sur la radiodiffusion, il établit deux comités permanents distincts à Radio-Canada, un pour la radiodiffusion de langue anglaise et l'autre pour la radiodiffusion de langue française, créant ainsi deux Canada au sein de Radio-Canada? Pourquoi le

Questions orales

gouvernement est-il en train de s'attaquer à la vision d'un Canada uni? Qu'est-ce qui ne va pas au Canada? Pourquoi le gouvernement ne l'aide-t-il pas à progresser?

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, la proposition visant à établir des comités permanents du conseil d'administration de Radio-Canada afin d'étudier les problèmes de la radiodiffusion en français et en anglais, est un étape très positive vers l'unité nationale.

Je voudrais attirer l'attention de la députée sur la très belle émission qui a passé il y a à peine quelques jours. C'était une émission conjointe du *Point* et du *Journal* au cours de laquelle on a discuté de questions portant sur l'unité nationale.

Dans ce projet de loi, nous cherchons à établir des mécanismes visant à rapprocher les deux solitudes dans ce pays comme les deux comités permanents du seul conseil d'administration de Radio-Canada prévu par les règlements administratifs de cette société.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, le ministre de l'Agriculture sait pertinemment qu'en raison des graves carences du Programme d'aide aux producteurs victimes de la sécheresse, les agriculteurs des Prairies ont reçu une lettre les enjoignant de payer sur-le-champ une somme se situant entre 1 200 \$ et 2 000 \$. Le ministre sait aussi que le ministre d'État qui s'occupe des céréales et des oléagineux a récemment adressé une lettre signée de sa main aux agriculteurs de la Saskatchewan pour les informer qu'ils n'avaient pas le choix mais qu'ils s'exécutent tout en remerciant le gouvernement de son excellente besogne.

Comment le ministre de l'Agriculture a-t-il pu envoyer de telles factures aux agriculteurs des Prairies alors qu'ils ont en fait besoin d'aide? Pourrait-il renoncer maintenant à cette exigence et demander à son gouvernement de bien examiner les difficultés financières actuelles de ces agriculteurs?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Si le député songe à des situations en particulier, monsieur le Président, je les examinerais volontiers.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Jeudi de cette semaine, monsieur le Président, l'Assemblée législative de la Saskatchewan a adopté à l'unanimité une résolution d'urgence exhortant le gouvernement fédéral